

Pour des millions de personnes dans le monde, la vie quotidienne est influencée par les activités, ainsi que les choix économiques et sociaux effectués par les entreprises : celles-ci définissent l'organisation du travail, conçoivent et produisent les biens et les services, sont à l'origine des innovations techniques et de produits, exploitent les matières premières et réalisent un échange de richesses entre les nations (dans le cadre du rôle joué par les firmes multinationales). L'entreprise privée est un centre essentiel de création de richesses, un lieu de production et de distribution des biens et services, mais dont l'activité transforme aussi la vie sociale, culturelle et territoriale.

Une entreprise peut être constituée d'unités (usine, siège social...) situées dans des endroits différents (on parle d'établissements) et, même si une administration est une unité de production, elle fournit des services non marchands et de ce fait n'est pas entreprise. Le point commun entre une entreprise et une administration publique est toutefois qu'il s'agit d'une *organisation productive*, c'est-à-dire un mode d'allocation des ressources et de coordination des activités qui ont pour objet la production et qui sont, à ce titre, fondées sur des règles.

Dans la littérature économique, la motivation première de *l'entreprise capitaliste* est assez souvent définie comme étant la recherche du profit pour les actionnaires (les associés). Mais en réalité, l'entreprise doit organiser l'activité collective de nombreux autres intervenants, souvent appelés « parties prenantes » (salariés, clients, fournisseurs, partenaires...) La recherche du profit doit tenir compte de la stratégie de l'entreprise, de ses choix à court et à long terme, des compétences qu'elle doit développer et maintenir, ainsi que de l'évolution des marchés sur lesquels elle intervient. Le profit d'une entreprise dépend de sa compétitivité et d'un état du technique donné et, dans la mesure où l'entreprise déploie son activité dans le cadre donné de la technique en perpétuel mouvement, le progrès technique lui impose d'investir et d'innover et de prendre des risques en permanence pour maintenir sa position concurrentielle.

Quelle que soit l'entreprise, la nécessité de dégager des bénéfices pour continuer son activité et réinvestir et donc la question d'une bonne gestion économique se pose : sur les choix des produits, des procédés et des organisations de la production, et sur la détermination des volumes de production à réaliser d'autre part, mais aussi sur les nouveaux marchés à investir, voire à créer par des innovations de rupture. Une manière qu'a eue l'État de comptabiliser la richesse produite par l'entreprise est ce que l'on appelle la valeur ajoutée, qui est égale à la différence entre la valeur de la production (le chiffre d'affaires) et la valeur des biens et services utilisés pour cette production (les consommations intermédiaires). Qui sont les principaux bénéficiaires de cette valeur ajoutée ? Il s'agit des salariés (salaires et cotisations sociales) dans le cadre de la participation aux résultats ; de l'État, qui met à la disposition des entreprises des infrastructures et des services publics et à qui l'entreprise verse des impôts et des taxes ; des apporteurs de capitaux (banquiers et actionnaires) ; de l'entreprise elle-même pour investir (autofinancement). Mais pour l'entreprise et ses parties prenantes, les richesses créées sont potentiellement bien plus variées.

Il ne faut pas confondre l'entreprise avec la *société* anonyme qui lui permet d'exister juridiquement. Les entreprises, lorsqu'elles exercent une activité marchande, peuvent prendre la forme juridiquement d'une société (de personne ou anonyme), ou d'une coopérative. Il peut y avoir aussi des entreprises non commerciales ou à but non lucratif (association).

Une société anonyme est un contrat entre plusieurs personnes qui mettent en commun des capitaux pour les faire fructifier. L'entreprise au sens moderne du terme est apparue à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avec le capitalisme industriel et les bouleversements scientifiques et techniques de l'époque : elle constitue un centre non seulement de production de bien et de services, mais aussi un levier de création collective, capable de renouveler les techniques et méthodes de travail. L'entreprise est donc, dans sa réalité, un projet collectif de personnes qui regroupent des capitaux (financiers, humains...) pour innover et mener une action

d'innovation collective dans la durée en regroupant un ensemble de compétences, d'autorités hiérarchiques (management), techniques et d'organisation.

L'entreprise est souvent réduite à une organisation marchande destinée à réaliser des profits : or l'activité collective de production de richesses des entreprises prend des formes variées et en perpétuelle transformation sous l'effet de multiples facteurs, comme la concurrence sur les marchés, les changements technologiques incessants et l'évolution des systèmes de valeurs dans les sociétés.

L'entreprise est également immergée dans un *environnement social* qui fait d'elle à la fois une organisation, en tant que lieu de coordination des activités et de coopération des hommes et des femmes qui y travaillent, et une institution sociale où se déploient des conflits et des intérêts contradictoires, et où sont produites des normes et des valeurs dans les divers contextes juridiques, sociaux et politiques où son action se déploie (respect de lois concernant le travail, l'environnement, etc.) L'entreprise est donc un objet collectif complexe, au sens où elle est à la fois un lieu de production, une organisation et une institution : elle forme un ensemble tourné vers l'objectif de la production, mais en tant que communauté humaine, elle est un système d'acteurs sociaux, un lieu où se nouent des contrats, des négociations, des relations sociales, mais où peuvent aussi éclater des conflits.